



## Compte rendu du débat public sur la fiscalité

30.01.2013, Salle des Délices

Grand-Saconnex

**La fiscalité fait partie des six axes forts du programme socialiste pour les élections au Conseil d'Etat et au Grand Conseil de cet automne. C'est le thème qui a été abordé hier soir à la salle communale du Grand-Saconnex par les candidats à la candidature, les Conseillers administratifs Sandrine Salerno et Thierry Apothéloz et les députés Anne Emery-Torracinta et Roger Deneys. « La fiscalité est la base du contrat social », a déclaré en préambule le président Romain de Sainte-Marie.**

Si le terme fiscalité peut sembler, sinon barbare, du moins très technique, c'est plutôt de choix de société, de justice et d'équité dont il a été question lors de la deuxième discussion des candidats à la candidatures : une fiscalité plus juste, avec la suppression des forfaits et des allègements fiscaux, un taux d'imposition unique favorable au développement de Genève sans péjorer les prestations à la population.

Le tirage au sort a désigné Thierry Apothéloz comme premier orateur. Le sort toujours l'a amené à s'exprimer sur la fiscalité des entreprises. « Non seulement je suis favorable à un taux unique, mais j'estime qu'il devrait se fixer autour de 17% pour tout le tissu économique. Cela favoriserait les PME locales, qui, elles, sont imposées à hauteur de 24%. Je ne crois pas à un exode massif des multinationales en cas de hausse (les multinationales sont taxées à 11% environ à l'heure actuelle). Je rappelle que l'impôt, même si personne n'aime en payer, est la garantie que les prestations les plus nécessaires soient assurés, comme la sécurité, l'éducation ou les soins.»

Roger Deneys a enchaîné sur la thématique de la fiscalité Canton-communes. Un sujet brûlant, vu la volonté de la droite de supprimer la taxe professionnelle : « La remise en cause de la manière dont elle est appliquée n'est pas taboue. Il y a des paramètres de base qu'il faut revoir. En tant que petit patron durant de nombreuses années, je vois les failles de la pratique actuelle. Ceci dit, on ne peut pas se permettre de priver les communes des recettes qui correspondent à cette taxe. » Le député a également souligné le manque d'équité entre les communes sur le centime additionnel, soit sa volonté qu'il soit le même pour toutes.

Place aux femmes, avec Anne Emery-Torracinta, qui a tiré au sort la question sur le budget. En tant que présidente de la commission des finances au Grand Conseil, le sujet n'avait guère de secret pour elle : « Genève connaît une crise des recettes. Depuis 1999, on a assisté à une baisse d'impôts successive qui a fait perdre au canton un milliard de francs par année. » Et de combattre farouchement les arguments de la droite sur un Etat trop gras : « L'augmentation des charges qu'a connu l'Etat correspond à l'augmentation de la population. En ligne de mire, c'est bien le démantèlement de l'Etat qui est en jeu. De plus, la Confédération se décharge systématiquement sur les Cantons, dans des réformes voulues par la droite. La nouvelle loi sur le chômage, c'est environ 25 millions de dépenses en plus pour l'Etat. »

Sandrine Salerno s'est exprimée sur l'imposition des personnes physiques. « Le principe d'équité est fondamental : pourquoi les très riches auraient leur impôt plafonné et les autres non ? C'est philosophiquement indéfendable. D'autant que, on le voit à Zurich, les répercussions financières lors d'abolition des forfaits fiscaux n'a pas diminué les recettes du canton. Les départs ont été compensés par ceux qui ont accepté la suppression. » Sur la question de la classe moyenne dont le pouvoir d'achat baisse, la magistrate a reconnu le défi pour le parti socialiste : « Nous devons développer les politiques publiques où les gens trouvent légitime de payer des impôts et qu'ils s'y retrouvent. Il ne faut pas baisser les impôts. » Un avis partagé par tous.